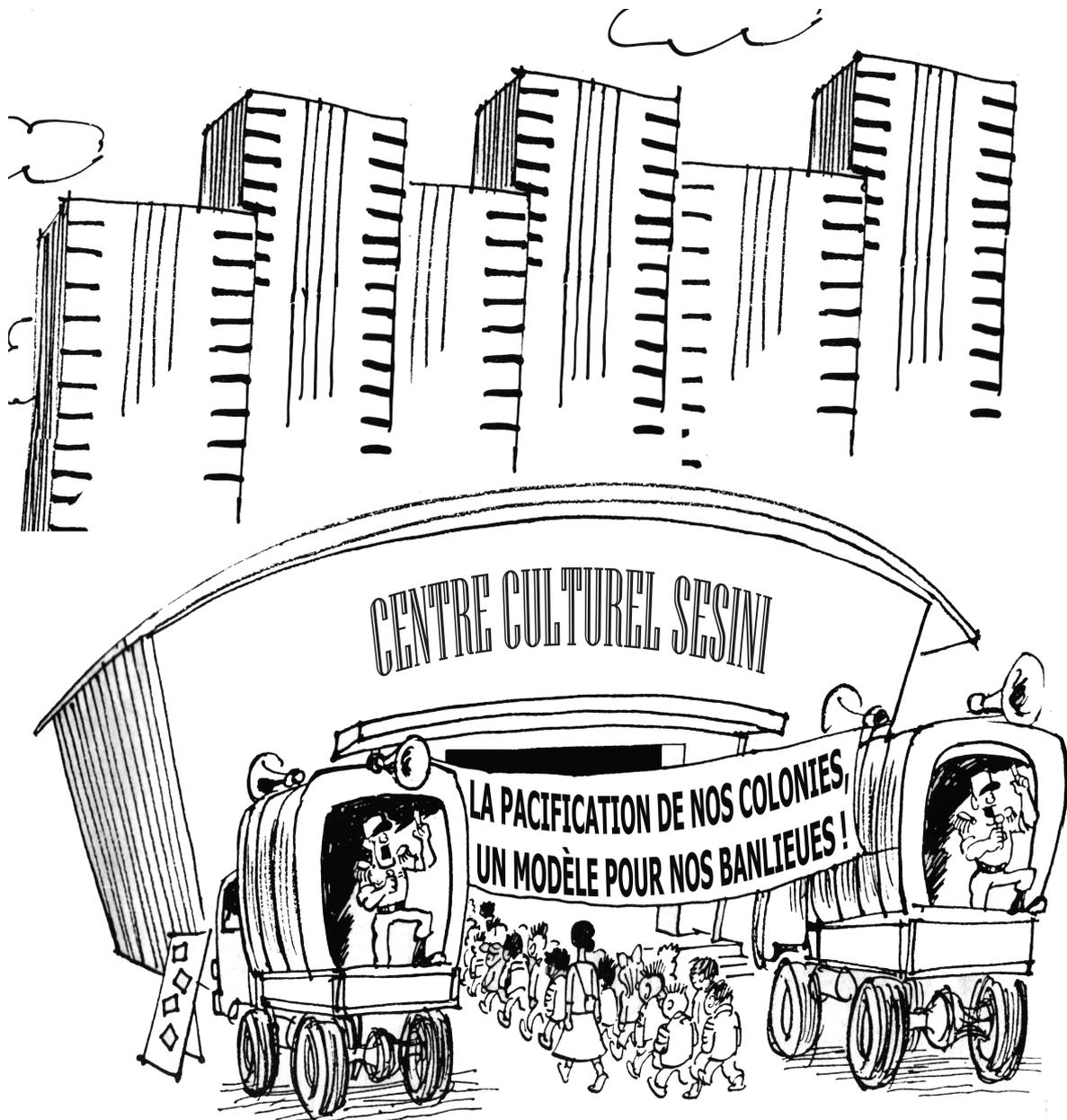


COMBAT SYNDICALISTE

CNT-AIT

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail
Section de l'Association Internationale des Travailleurs





CNT-AIT

Association Internationale des Travailleurs

AIT, NSF boks 1977
Vika, n-0121 OSLO , Norvège

Confédération Nationale du Travail

Pour tout contact
sur le plan national
s'adresser à :
CNT-AIT (bureau confédéral)
34 Espace Mendès-France
36000 Châteauroux

Adresse du site web de la confédération

<http://www.cnt-ait-fr.org>
Vous y trouverez les liens
confédéraux et internationaux
de notre organisation.

1^{er} de couverture d'après Cabu

La Villa
Sesini
à Alger,
un lieu
de torture
pendant
la guerre
d'Algérie.



CPPAP 1 856 D 73
Directeur : Michel Maza
Imprimerie spéciale CNT-AIT

Réalisation des pages confédérales :
CNT-AIT BP 51142
34008 Montpellier cedex 1

Abonnements

1 an (6 n^{os}) : 7,5 €
soutien : 15 €
Chèques à l'ordre de CNT-AIT
voir pages régionales

Unions Régionales

Les UR sont l'expression
de la CNT-AIT.
Elles regroupent les divers syndicats
d'une zone géographique.
Pour tout contact dans une région,
s'adresser au secrétariat de l'UR.

COMMENT ne pas faire le lien entre, d'une part, la volonté de valoriser le passé colonial et, d'autre part, le traitement répressif des émeutes actuelles dans les banlieues ? Nouvelle pacification ? Entre la falsification de la réalité, la négation des massacres, déportations, travail forcé, pillages...commis par un État colonisateur d'une part, et une logique d'affrontement et de guerre civile (occupation de quartiers par la police, couvre-feu, justice expéditive) d'un système inégalitaire, d'autre part ?

Comment ne pas faire le lien entre, d'une part, la volonté de tous les pouvoirs gouvernementaux et syndicaux de réduire l'accès à une culture générale commune, à l'enseignement supérieur, et d'autre part, la présence massive de l'entreprise dans l'éducation et la nécessité pour beaucoup d'étudiants de recourir au salariat ?

Comment ne pas faire le lien entre, d'une part, la précarisation, le harcèlement, les maladies professionnelles, les accidents du travail, la mortalité accrue des travailleurs et d'autre part la croissance et la productivité qui sont les réponses de l'État et du patronat ?

Oui, le capitalisme tue et produit des inégalités qui engendrent la violence. Il n'y aura pas de justice ni de paix sans sa destruction !

Nous voulons contribuer à redonner un sens collectif aux luttes dans nos lieux de vie et de travail, permettre une prise de conscience de classe, pour construire le communisme anarchiste !

Ne nous trompons pas d'ennemis !

UR Centre : CNT-AIT - 34, Espace Pierre Mendès-France - 36000 Châteauroux,
UR Midi-Pyrénées : CNT-AIT - BP 158 - 82001 Montauban cedex, **UR Paris et Nord** : CNT-AIT - BP 352 - 75526 Paris cedex 11, **UR Aquitaine** : CNT-AIT - 8, place Louis Barthou - 33000 Bordeaux, **UR Méditerranée** : CNT-AIT - Vieille Bourse du Travail - 13, rue de l'Académie - 13001 Marseille, **UR Normandie-Bretagne** : CNT-AIT - BP 2010 - 14019 Caen cedex 6, **En Rhône-Alpes** : CNT-AIT / SII - BP 223 - 38405 Saint-Martin-d'Hères cedex.

Banlieues :

Qui sème la misère, récolte la colère !



Le 27 octobre, vers 18 heures, Zyed et Bouna, 2 mineurs de Clichy-sous-Bois meurent électrocutés alors qu'ils s'étaient réfugiés dans un transformateur EDF pour échapper à un contrôle de police. Un troisième garçon, Muttin, grièvement brûlé, parvient à rentrer et donne l'alerte. Aussitôt, la cité s'embrase. Sans juger de la pertinence de ces actes, ceux-ci semblent relever de 2 natures différentes : le vandalisme enragé d'un côté (véhicules du quartier, crèche, école, maison de quartier...), mais aussi des attaques ciblées contre des adversaires identifiés comme étant responsables des problèmes vécus par les jeunes des quartiers défavorisés (forces de police, entreprises, bâtiments et véhicules publics...). Dans les 2 cas, tous sont animés par une même haine incontrôlable. Pourquoi ?

AU FIL DES JOURS, notre société découvre qu'elle offre un visage de guerre interne, déchirée par de graves tensions qui résultent des inégalités sociales et des frustrations de ceux qui en sont les victimes. Les populations dénigrées et exclues attaquent et remettent en cause les représentants d'un système qui les opprime. « *On a des papiers depuis des générations mais on n'est pas des Français comme les autres* » déclare un quadragénaire de Clichy qui comprend les jeunes¹ parce qu'il partage leur frustration. Les « *racailles* » condamnées par Sarkozy expriment à leur manière un mécontentement bien plus généralisé au sein des habitants des quartiers défavorisés : chômeurs, familles d'origine immigrée, personnes démunies... les exclus clament leur rage et leur ras-le-bol. Actes de « *sauvageons* » ou de barbares, toutes les formules populistes cherchent surtout à cacher l'existence d'une véritable lutte de classe entre exploités et exploités, nantis et pauvres.

Mensonges et manipulations se sont multipliés dans cette affaire : allusion erronée à un cambriolage d'une cabane de chantier, en fait une effraction, pour laisser supposer que les victimes étaient des voleurs ; polémique autour de la fuite de jeunes qui se sentaient pourchassés par la police mais qui ne l'étaient pas selon le procureur de Bobigny (version contredite par le témoignage de Muttin) ; embarras lorsque l'enquête révèle qu'un policier a signalé cette intrusion et le danger encouru par les jeunes sans que rien ne soit fait pour éviter le drame ; déclaration ridicule sur une grenade lacrymogène de CRS lancée dans une mosquée mais qui n'aurait pas été tirée par la police² ; théorie fumeuse d'un complot expliquant la propagation des émeutes³ ; ajoutez les propos insultants de Sarkozy sur la « *racaille* »...

Dans le quartier, les rumeurs font état de jeunes, n'ayant commis aucun délit, fuyant un
(suite page 4)

1 - « Clichy-sous-Bois cristallise les tensions politiques et sociales », *Le Monde*, 2 novembre 2005.

2 - « Ils sont dans la centrale EDF... », *Libération*, 4 novembre 2005 (<http://www.libération.fr/page.php?Article=335994>).

3 - « L'hypothèse d'émeutes organisées paraît peu vraisemblable », *lemonde.fr*, 4 novembre 2005.

« Émeutes - 4
de Clichy-sous-Bois :
les jeunes accusent
la police »
([http://www.afrik.com/
article8965.html](http://www.afrik.com/article8965.html)).
Une vidéo amateur
sur ce site montre
des policiers tirant
au flash ball
sur des jeunes
en les insultant.



« L'autre colère - 5
de la banlieue »,
Libération,
2 novembre 2005
([http://www.libera
tion.fr/page.php?
Article=335437](http://www.liberation.fr/page.php?Article=335437)).

« Un jeune - 6
à Aulnay-sous-Bois :
*Ce n'est
qu'un début,
on va continuer
jusqu'à ce que
Sarkozy
démissionne* »,
Le Monde,
4 novembre 2005.

« Nuit d'émeute - 7
à Clichy-sous-Bois
après la mort de
deux adolescents »,
Le Monde,
29 octobre 2005.

Voir l'émission - 8
d'Arrêt sur images
(France 5)
du 6 novembre 2005
qui étudie la façon
dont les médias ont
couvert les incidents
et notamment repris
la thèse, fautive,
du cambriolage
faisant passer
les 2 victimes pour
des délinquants
([http://www.france5.
fr/asi/007548/10/129
836.cfm](http://www.france5.fr/asi/007548/10/129836.cfm)).

Sur la diversité
des personnes
participant aux
émeutes, voir aussi
« Les destins
fracassés des jeunes
jugés à Bobigny
pour leur
participation aux
émeutes »,
Le Monde,
5 novembre 2005.

« Fuite - 9
des classe moyennes,
chômage à 25 % :
Clichy-sous-Bois,
radiographie
d'une ville pauvre »,
Le Monde,
6 novembre 2005.

« Les maires - 10
de banlieues
s'exaspèrent
de la réduction
de leurs aides »,
Le Monde,
6 novembre 2005.
« Le gouvernement
sommé de répondre
à l'accroissement des
violences urbaines »,
lemonde.fr,
6 novembre 2005.

(suite de la page 3)

contrôle d'identité poursuivis par des policiers jusqu'à la centrale EDF. Une contradiction avec des discours officiels et médiatiques qui expliquent l'effervescence et la colère qui ont conduit à des exactions ou à des représailles. Pendant que l'État nous endort sur ses responsabilités en mettant en lumière ce « vandalisme » et en multipliant les déclarations fallacieuses, la répression s'abat : arrestation de centaines de jeunes ; provocations, insultes et tirs de flash ball à tout vent ⁴... les habitants se trouvent coincés dans une spirale de la violence entre les incendiaires, les révoltés et les CRS.

Pourtant ce vacarme ne parvient pas à masquer complètement des voix discordantes rappelant notamment que ces quartiers sont totalement abandonnés et qu'on n'en arriverait pas là si on ne laissait pas la misère se développer et se concentrer de la sorte. « *Ces jeunes sont des produits de notre société : il est inenvisageable de s'attaquer aux problèmes des cités sans s'attaquer aussi aux difficultés que rencontre notre société.* » ⁵. Ce lien avec des problèmes d'injustice et d'inégalités sociales explique la diffusion des émeutes dans tout le pays à d'autres quartiers partageant les mêmes maux. Sarkozy a déclaré que cet embrasement était somme toute prévisible : « *On sentait monter ça depuis plusieurs mois* » ⁶. Force est de constater que rien n'a été fait pour résoudre ces frustrations et empêcher que des cités ne soient dévastées. Vu de Neuilly, rien d'alarmant sans doute.

La cité du Chêne-Pointu n'a rien d'extraordinaire selon une directrice d'école maternelle et un professeur du collège de Clichy pour qui « *le quartier n'est pas spécialement dangereux. Ce qui s'est passé ici aurait pu se passer à un autre endroit. Le quartier se distingue seulement par un taux de chômage plus élevé qu'ailleurs* » ⁷. Pas un quartier de sauvageons, mais de jeunes en difficultés. Les 2 victimes étaient des jeunes d'origine étrangère, malienne et turque,

Banlieues : Qui sème

sans histoire de l'aveu du procureur de Bobigny. Pourquoi les émeutiers seraient-ils alors de simples délinquants ? Parmi les jeunes émeutiers aussitôt condamnés, on dénombre un sans-papier marocain et un demandeur d'asile ivoirien. Un étudiant de 25 ans préparant un concours pour être enseignant a avoué à Guillaume Biet (Europe 1) avoir participé au « caillassage » parce que ce drame aurait pu lui arriver ou toucher des proches. Il témoigne aussi des discriminations à l'embauche et des contrôles de police angoissants pour tous ⁸. On a plus affaire à une manifestation violente de solidarité entre défavorisés qu'entre voyous.

La situation sociale de Clichy est des plus parlantes : 25 % de moins de 25 ans, 25 % de chômeurs, 80 % de logements collectifs, mais seulement 30 % de HLM dont les loyers sont trop élevés pour 30 % des habitants obligés de s'entasser dans des copropriétés ⁹. Des jeunes sans emploi, souvent victimes de discrimination à l'embauche, qui voient d'un mauvais œil des entreprises qui s'installent dans leur quartier pour bénéficier de franchise fiscale pendant 5 ans, mais qui ne leur offrent aucun emploi. Des municipalités condamnent leur abandon par l'État, rappelant que 310 millions prévus pour l'insertion et le logement social dans les banlieues ont été annulés en 2005 ¹⁰. Des maires de Seine-Saint-Denis ont demandé un « *Grenelle des quartiers populaires* » pour répondre au malaise des banlieues méprisées et abandonnées. Le chaos pousse les élus à réagir : on s'accommode de la misère tant qu'il n'y a pas de vague dans sa ville.

Toute l'affaire est loin d'être éclaircie, mais la mort tragique de 2 jeunes révèle une face cachée de notre société. Celle de la pauvreté et de l'exclusion qu'on cherche à dissimuler, y compris dans les statistiques : baisse du chômage à coût de radiations, trucage des critères de calcul pour ne pas avouer que 12 % de la



la misère, récolte la colère ! (suite)

population, 7 millions de personnes, vivent au-dessous du seuil de pauvreté et 3 millions et demi avec moins de 600 euros par mois ¹¹.

Ce drame a été la goutte d'eau de trop. À Clichy, en Seine-Saint-Denis, puis dans l'ensemble du pays, les cités ghettos s'embrasent. Soutenu par tout le gouvernement, Sarkozy mène une répression bornée. Pourtant, en offrant des cadeaux fiscaux aux plus riches sans se soucier des plus nécessiteux en tant que ministre de l'économie et en refusant de construire des logements sociaux comme maire de Neuilly ¹², il a grandement contribué au développement de cette situation explosive. Heureusement la Gauche marque sa différence en expliquant qu'il aurait simplement fallu... conserver une police de proximité ! Contrôler les populations à défaut de régler leurs problèmes, voilà qui est généreux ! Nos politiciens de tout poil montrent leur incapacité à trouver de véritables solutions. La situation démontre que nous sommes dans une impasse et qu'il ne sert à rien de vouloir gérer le système, mais qu'il faut en changer.

L'État préfère naturellement entrer dans une logique d'affrontement et de guerre civile plutôt que de tenter d'apaiser la situation en luttant contre les inégalités sociales à l'origine des tensions. L'État confirme qu'il n'a pas vocation à assurer le bien-être des populations, mais à protéger un système inégalitaire et l'ordre établi en se plaçant au service des nantis.

Les émeutes sont essentiellement un cri de ras-le-bol, la misère et l'exclusion étant intolérables. Malheureusement, les destructions frappent surtout les habitants de ces quartiers déjà démunis et risquent d'en pousser plus d'un à se laisser séduire par les sirènes populistes, de Sarkozy à Le Pen. Au lieu de compter les voitures incendiées, les médias et les politiques feraient mieux de dénoncer plus souvent les difficultés quotidiennes de gens qui doivent survivre avec un RMI, de jeunes privés d'emploi à cause de leur nom, de femmes seules élevant 3

enfants avec seulement 580 euros... Vivant dans de telles conditions alors que d'autres amassent des fortunes, qui n'aurait pas, à l'heure actuelle, les mains sentant l'essence ? La seule réponse que connaît l'État, c'est la répression : occupation des quartiers par la police, couvre-feu, justice expéditive et bâclée ¹³. Pour éviter cette violence, envoyer les forces de l'ordre ne sert qu'à attiser la colère, au mieux à étouffer provisoirement le problème, mais après ?

Il faut simplement mettre un terme aux inégalités révoltantes engendrées par le capitalisme et pour cela, l'État sera toujours un adversaire. Ces événements laissent penser que notre société injuste a atteint ou atteindra inévitablement un point de rupture, notamment si une conscience de classe se forge au sein des jeunes révoltés et de leur famille. Dévastés, les quartiers défavorisés sont également divisés puisque certains sont victimes de la rage des autres. Le salut et l'espoir résident dans la prise de conscience par les familles pauvres de leurs véritables adversaires, et la réflexion des émeutiers sur les moyens les plus efficaces pour remettre en cause le système inégalitaire qui écrase ces populations. Volontairement ou non, ces actions ont placé le problème des banlieues sur le devant de la scène, en contribuant à l'instauration d'un rapport de force qui pousse l'État à essayer d'acheter la paix sociale en même temps qu'il tente d'étouffer l'incendie qu'il a allumé. Il revient aussi à l'ensemble des masses laborieuses de choisir entre un ordre inégalitaire qui engendre de graves tensions et la nécessité d'une révolution sociale afin d'instaurer une véritable justice, seule garante de la paix et du fonctionnement harmonieux d'une société.

Le capitalisme orchestré par l'État produit des inégalités qui engendrent la violence.

Pas de justice, pas de paix... sans destruction du capitalisme !

Syndicat intercorporatif de Châteauroux

11 - « 6 % des Français en dessous du seuil de pauvreté », *Libération*, 17 octobre 2005 (6 % de pauvres si l'on retient le seuil de 50 % du salaire médian, mais 12 % avec le seuil Eurostat de 60 %).

12 - « Neuilly-sur-Seine à la traîne », *Le Monde*, 13 octobre 2005. En 2004, la ville ne compte que 2,6 % de logements sociaux et ne fait guère d'effort pour atteindre les 20 % imposés dans la loi SRU de 2000.

13 - « Les présumés émeutiers condamnés à la chaîne », *Libération*, 8 novembre 2005. (<http://www.libération.fr/page.php?Article=336800>).



Mon quartier

Le mercredi 18 mai 2005 déjà...

CA A COMMENCÉ environ un mois avant le ramadan. Un troupeau de CRS en tenue de combat a fait une descente musclée pour arrêter un jeune dans le HLM familial. C'était un mercredi, en plein après-midi. Il faisait beau. Tous les gamins du quartier de Reynerie (Toulouse-Le-Mirail) étaient dehors. Ils ont assisté au bouclage de l'immeuble, à son invasion par une horde policière. Ils ont vu la mère et la petite sœur (un mètre vingt) conduites violemment au commissariat, ils ont su que tout ça, c'était pour une peccadille... Ça a failli tourner à l'émeute et ça a troublé en profondeur le quartier, qui était plutôt paisible à ce moment-là.

Pour une fois, même les adultes se sont sentis visés par cette agression policière disproportionnée. Il y a eu une réaction collective et largement

spontanée. Dès le lendemain, nous étions cent cinquante ou deux cents place Abbal, pour protester publiquement et dénoncer les violences policières. Et nous avons été quelques dizaines, pendant les semaines qui ont suivi, à nous réunir pour parler des problèmes du quartier et essayer de faire émerger des solidarités entre les générations, entre des habitants aux origines très diverses.

Malgré cette volonté de vivre en paix entre nous, les provocations policières n'ont pas cessé, enclenchant un cycle de révoltes (voitures brûlées, caillassages...) et de répression (contrôles intempestifs, arrestations, charges de CRS...).

Hautement symbolique est de ce point de vue la charge de CRS, précédée de tirs de grenades lacrymogènes, du jour de Noël. Il était environ 17 heures et la cible était un groupe d'enfants de 12 ou 13 ans qui jouaient rue de Kiev.

Mais tout ça, ce n'était qu'un début. Une sorte d'entrée en matière. Depuis deux mois, au Mirail comme dans

vingt-quatre autres quartiers étiquetés « à mater » répartis dans toute la France, nous vivons comme sous le maréchal Pétain. C'est le terme qui est venu spontanément à la bouche du plus âgé d'entre nous. C'est vrai qu'il flotte sur le quartier comme un petit parfum d'occupation.

Comment la police crée des zones de non-droit

Le prétexte de cet abus de pouvoir a été largement médiatisé : C'est qu'il existerait des « zones de non-droit », où la police « ne pourrait même pas entrer » et dans lesquelles se dérouleraient des « trafics ».

Au Mirail – et sûrement dans les autres quartiers concernés – ce prétexte est parfaitement ridicule.

Comment peut-on en effet affirmer que la police « ne pourrait même pas entrer », alors qu'il y a un gros commissariat, flambant neuf, en plein milieu du grand Mirail, entre Reynerie et Bellefontaine, et des postes de police un peu partout ? La police n'a pas besoin d'entrer : elle est chez nous

Le Combat Syndicaliste est rédigé et réalisé à titre militant par des adhérents des syndicats de la CNT-AIT, chômeurs ou salariés, sur leur temps de loisir.

à

l'heure

du



maréchal

en permanence ! Notons au passage que, pour nous convaincre de l'utilité de ce commissariat (mis en chantier à la suite du meurtre du jeune Habib par un policier, avec l'appui de tous les partis politiques), on nous avait expliqué qu'après sa construction, ce serait « *la fin des violences* » et le retour à une vie paisible. Depuis, nous avons le commissariat, les nuisances qui vont avec et moins de tranquillité que jamais.

Quant à la « *zone de non-droit* », parlons-en. Mais comme il faut : un des droits les plus élémentaires est celui d'aller et de venir. Librement. Quand nous partons de chez nous ou que nous y revenons après le travail, nous traversons, selon les jours, deux, parfois trois barrages filtrants de police. Le quartier est cerné, bouclé. Toutes les voies d'accès sont obstruées. Jour et nuit. Des groupes de policiers sont également installés à l'intérieur du quartier. D'un barrage, on aperçoit le suivant, pour peu qu'on soit en ligne droite. Il y a parfois moins de deux cents mètres entre deux barrages.

Bien sûr, comme le disait mon voisin – qui, à la quatrième fouille a changé d'avis – « *pourquoi s'inquiéter, si on n'a rien à se reprocher ?* ». Pourquoi s'inquiéter ? Parce que, traverser ces barrages, c'est s'exposer à être arrêté, devoir exhiber ses papiers (gare au moindre oubli !), être obligé de laisser fouiller son véhicule, avoir à en descendre pour être palpé sur tout son corps par des mains pas vraiment tendres. C'est subir la suspicion, entendre des ricanements et des commentaires... C'est perdre beaucoup de temps et être véritablement humilié.

Quand on ne peut pas sortir de chez soi sans subir ce traitement plusieurs fois par semaine, on vit effectivement dans une zone de non-droit. Un non-droit créé de toutes pièces par la police et la justice.

En ce qui concerne les fameux « *trafics* », nous pouvons être tout aussi clairs : en fouillant les véhicules et les poches, oui, les CRS ont certainement trouvé des barrettes de cannabis, quelques téléphones et auto-

radios dérobés, d'autres choses du même niveau. Ils ont peut-être mis la main sur des véhicules volés. Mais, ils pourront fouiller le quartier de fond en comble, ils n'y trouveront pas des trafiquants d'appartements de 600 m², ni des abuseurs de bien sociaux, ni des pilleurs de fonds publics, ni tous ceux qui ont profité des « services » de Patrice Alègre. Tous ceux-là vivent ailleurs, loin des contrôles. Protégés par les contrôles.

Stratégie de la tension

On l'aura compris, c'est à une véritable stratégie de la tension que se livre le pouvoir, avec, comme toujours dans ce cas, deux grands résultats.

Le premier, c'est qu'on enferme les habitants dans leur quartier, dans leur bloc d'immeuble, dans un véritable ghetto. On hésite à aller au cinéma, parce qu'on sait qu'on devra se farcir deux barrages de CRS, dans la nuit, pour revenir à la maison. Donc, on reste sur place. Vos amies hésitent à venir vous voir. On les comprend :

(suite page 8)

Mon quartier à l'heure du maréchal (suite)

(suite de la page 7)

elles n'ont pas envie de subir une palpation appuyée à l'un ou l'autre des barrages policiers. Les contacts avec le monde extérieur se restreignent.

À l'intérieur même du quartier, les gens deviennent plus stressés. C'est étudié pour. Un exemple, vécu ce samedi 26 mars, pendant le week-end pascal. Tout est calme, l'un de nous prend la voiture pour aller en ville. Il n'a pas franchi la frontière du quartier qu'une estafette de CRS, lancée à fond, le double, pile devant lui tandis que deux autres arrivent par derrière, et trois ou quatre par chacune des rues adjacentes. Le voici cerné d'une dizaine d'estafettes. Qu'a-t-il fait ? C'est la guerre ? Non, d'ailleurs ils ne s'occupent pas de lui, et, tandis qu'il zigzague pour se dégager, des flics bondissent de leurs estafettes, tout équipés de boucliers, d'armes de tir et se lancent sur un talus en direction d'un immeuble. Quelques minutes plus tard quand il revient, il n'y a plus rien. Que s'est-il passé ? Pourquoi cette démonstration abusive de force ? Nous n'en saurons jamais rien. Mais, sans être particulièrement émotif, risquer d'être pris, à tout moment, dans une ambiance de western, c'est pour le moins stressant. Beaucoup d'habitants ne supportent plus ça, en particulier les personnes âgées, encore nombreuses dans le quartier.

Enfermement dans un espace restreint, poussées organisées d'angoisse, c'est la recette pour provoquer la montée des intégrismes. Nous avions déjà des petites filles voilées. Grâce à la politique de Villepin, en moins de deux mois, nous avons vu dans le quartier les premiers garçons aller au collège en djellaba. Et depuis quelques jours, il y a des écoliers, qui,

quand l'institut veut leur apprendre une chanson, mettent sur la table une plaquette indiquant qu'un musulman ne chante pas et refusent d'ouvrir la bouche. Ces résultats ont été obtenus, bien sûr, au nom des « valeurs de la République », et ils ne feront que s'épanouir si ça continue.

Le deuxième résultat, c'est d'engraisser la machine à réprimer. Le contrôle permanent et tatillon, les démonstrations de force sur un fond de misère sont autant de provocations qui entraînent des réactions, des « passages à l'acte » individuels ou en groupe. Il arrive qu'un habitant craque et « réponde » à un flic, quand il est contrôlé pour la énième fois de la journée. Il arrive que la colère fasse flamber des poubelles, des voitures (parfois à quelques mètres seulement d'un barrage policier)... Tout cela est prétexte à de nouveaux contrôles, à plus de pression, à des humiliations, à des arrestations... et cela recommence. L'État voudrait provoquer de nouvelles émeutes au Mirail qu'il ne s'y prendrait pas autrement. Jour après jour, cela devient une évidence.

Combien ça coûte ? Pour quel résultat ?

Autre aspect à ne pas négliger : cette opération coûte fort cher. Mais le pouvoir, si prompt à faire des économies sur le dos des travailleurs, se garde bien de donner le moindre chiffre. Des centaines de CRS, d'officiers de la BAC, de RG, de policiers de tous ordres sont en permanence sur le quartier. Outre des salaires grassouillets (voir les dépliants de propagande au commissariat de Bellefontaine), tout ce petit monde touche des primes de nuit, de week-end, de risque... sans compter ce que coûte l'entretien de

leur équipement. Le total est obligatoirement faramineux.

Quant au résultat ? Par rapport à l'objectif affiché (avoir un quartier calme), il est nul. Nous vivons une des périodes de plus fortes tensions de ces dix dernières années. L'argent dépensé l'est donc en dépit du bon sens. À moins que l'objectif affiché ne soit pas l'objectif poursuivi, évidemment.

Ne nous trompons pas d'ennemi.

Coincés entre la stratégie de la tension étatique, le repli identitaire des uns et la sottise des autres (dont le dernier avatar national est l'appel « contre le racisme anti-blanc »), la voie n'est pas large. Mais, comme ils l'ont fait précédemment, les militants anarchosyndicalistes du quartier appellent la population à ne pas se tromper d'ennemi.

Nous disons et nous continuerons à dire inlassablement par tous nos moyens que notre ennemi, ce n'est pas notre voisin, avec lequel nous partageons la même misère. Nos vrais ennemis, ce sont ceux qui nous humilient. Qui nous exploitent quand ça leur rapporte et qui nous licencient dès que ça les arrange. Qui augmentent les loyers, l'eau. Qui nous expulsent quand on ne peut plus payer. Qui diminuent les budgets sociaux. Qui ne nous laissent d'autre espoir que d'être parqués dans un ghetto. Alors, ne nous trompons pas.

Même si c'est plus difficile que jamais, respectons-nous les uns les autres, soyons solidaires et continuons à agir pour construire un autre futur.

*Des habitants du Mirail
du Syndicat intercorporatif de Toulouse
(texte transmis par le
Syndicat intercorporatif de Paris Nord)*

Les raisons de la colère

PARTOUT, tous les jours, que ce soit sur notre lieu de vie, notre lieu de travail, en discutant avec nos voisins, les raisons de se révolter ne manquent pas :

- Au « Sud », les trois quarts de l'humanité souffrent de faim et de guerre dans la plus complète indifférence et le mépris le plus total des élites. Chaque jour, 30 000 enfants meurent de faim.
- Dans nos contrées occidentales, salariés, précaires, chômeurs, étudiants, lycéens, retraités..., sommes tous livrés à la même logique marchande qui impose précarisation, flexibilisation, et nous dépossède totalement de nos vies, de notre liberté d'action.

On nous divise en inventant des cloisonnements et des identités imaginaires : jeunes/vieux, français/étrangers, travailleurs/chômeurs... selon la bonne vieille tactique de diviser pour mieux régner. L'individualisme et le communautarisme ne font que renforcer les égoïsmes individuels ou collectifs, au détriment de la solidarité universelle.

Les politiciens continuent de nous bercer d'illusions avec leurs alliés syndicalistes. Ils sont impuissants pour enrayer la destruction de la planète, mais d'ailleurs, le veulent-ils ? Seules importent pour eux la « place » et la compétition électorale. Gouvernements, députés, patrons, syndicalistes, Églises et clergé, institutions représentatives... : tous nous envoient dans le mur. Quant aux déambulateurs de la contestation-spectacle, ils nous rejouent encore la carte « citoyenne » appelant de leurs vœux un État plus social, et un capitalisme à « visage humain ».

À chaque élection, les politiciens nous ressortent le mythe que l'État pourrait garantir nos droits, s'il était dirigé par des hommes politiques vertueux. Outre que cette espèce d'oiseau rare n'a jamais été observée sur terre, c'est oublier la nature même de l'État qui est avant tout un outil au service de la classe dirigeante et du capitalisme. Les États, garants de cet ordre économique et autoritaire, n'ont de cesse de contrôler, réprimer, enfermer, écraser... Leurs officines, docilement intégrées (partis, syndicats...), ne sont que la voix de leur maître, et en rien des vecteurs efficaces de transformations sociales.

La société reste donc organisée économiquement sur la propriété privée (ressources naturelles, marchandises, moyens de production, technologies), sur l'échange par l'ar-

contre le chômage, la misère, l'exploitation

CONSTRUISONS NOTRE FUTUR



gent, sur la concurrence et la compétition, sur le profit comme but, sur l'exploitation des femmes, des hommes et des enfants. L'éducation et l'instruction scolaire nient elles aussi la liberté et pratiquent sans vergogne la sélection et l'exclusion sociale (par exemple : l'histoire enseignée est celle du pouvoir). La culture de « masse » et de consommation s'érige comme supplétif au bonheur. La pub nous assomme de slogans : « *Consommez, vous serez libre et heureux !* ».

Pourtant, contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, l'Histoire n'est pas finie.

Partout sur la planète, des gens luttent contre l'oppression, et l'émancipation de l'humanité reste à conquérir. Nous ne devons pas douter de nos capacités collectives à transformer ce monde, mais nous ne devons pas reproduire les erreurs du passé. Ce ne sera pas en recréant les mêmes institutions (État, gouvernement, partis politiques, Églises, syndicats) que nous nous libérerons, mais en développant l'autonomie des exploités et des opprimés.

Pour cela, nous pensons que le développement de structures auto-organisées, selon les principes anarchistes, participent de ce mouvement révolutionnaire qui reste à construire.

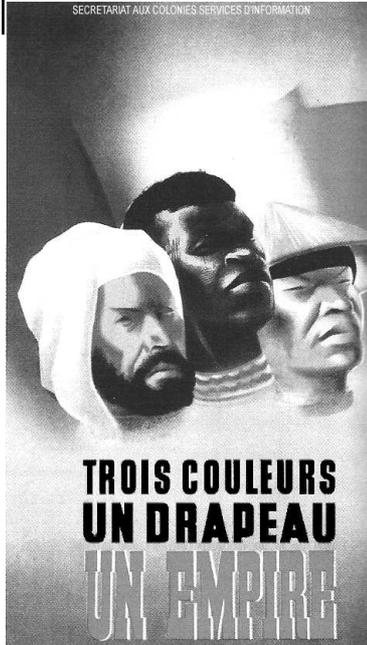
Loin d'établir un catalogue des méfaits induits par le capitalisme, notre analyse reste globale car nous pensons que toutes les oppressions, qu'elles soient économiques, politiques ou idéologiques, se croisent et se renforcent.

Nous voulons contribuer à redonner un sens collectif aux luttes, sortir de l'individualisme pour développer les résistances collectives. Cela passe notamment par la transmission de la mémoire des mouvements sociaux, pour reconstruire l'Utopie d'un projet global, le communisme anarchiste.

Comme l'union fait la force, nous nous organisons en un réseau fédéral, qui nous permet d'échanger des analyses et des expériences, et aussi de nous renforcer mutuellement avec ceux qui partagent un point de vue révolutionnaire.

Au quotidien, nous prenons part aux luttes contre la domination sous toutes ses formes, qu'elle s'exerce sur notre lieu de travail, dans notre cité ou lieu de vie, en utilisant les outils de l'action directe et de la solidarité.

Syndicat intercorporatif Paris Nord



Enseignement

de la colonisation :

« Les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures. [...] Elles ont un devoir de civiliser les races inférieures¹. » Cette citation de Jules Ferry illustre combien les relations entre le monde de l'école et la question de la colonisation peuvent être tendancieuses. Ce « fardeau de l'homme blanc » pèse dorénavant surtout sur les consciences des anciennes puissances impérialistes : conquêtes sanglantes, exploitation des populations asservies, torture et exécutions sommaires sont autant de cicatrices à notre mémoire collective. Ce passé honteux chatouille forcément l'historiographie nationale, mais aussi l'État qui traîne cette casserole dans ses échanges diplomatiques.

Discours - 1
devant la Chambre
du 28 juillet 1885.

« Des historiens - 2
fustigent une loi
prônant
un enseignement
positif de la colonisa-
tion »,
Le Monde,
15 avril 2005.
« Des historiens
en guerre
contre la
colonisation posi-
tive », *Libération*,
14 avril 2005.

M. Maschino, - 3
« Les génocides
dans les
manuels scolaires »,
Manière de voir n° 82,
Le Monde
diplomatique,
août-septembre 2005.

J. Aldebert, - 4
« Ecrire un manuel
d'histoire »
in *L'enseignement de
l'histoire en Europe*,
sous la direction
de J. Peyrot,
Hachette Éducation,
1999.

« Des enseignants - 5
dénouent une
attaque contre la
neutralité scolaire »,
Le Monde,
11 juin 2005.

SI DES HISTORIENS n'hésitent pas à mettre le doigt sur ce qui dérange, l'État préfère le mensonge, y compris par omission : esclavage, collaboration, soldats cobayes lors d'essais nucléaires, sang contaminé, implication dans la guerre du Biafra ou dans le génocide rwandais en sont quelques preuves.

Initialement conçue pour s'excuser de l'abandon dont furent victimes les Harkis, une loi promulguée le 23 février 2005, est devenue, au gré d'amendements, une apologie du colonialisme en imposant une « histoire officielle »². L'article 4 prescrit que « les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer ». Sans langue de bois, cela signifie falsifier l'histoire de la colonisation pour orchestrer un véritable « bourrage de crâne » des élèves. Plus que de la propagande, l'Histoire et l'École, donc, à travers eux, l'ensemble de la population, se trouvent confrontées à un véritable révisionnisme d'État et une volonté d'endoctrinement.

Traditionnellement, les méfaits commis par les gouvernements de notre pays sont plutôt minimisés ou occultés des manuels d'histoire. L'esclavage et les massacres coloniaux sont évoqués avec discrétion et sobriété : « Les Européens font venir des esclaves africains » (Hachette 5^e, 2002), « Les conquêtes de la France ont eu une très grande utilité pour notre pays » explique un manuel de géographie de 1902, repris dans le

Hatier CM2 (2004) qui aborde surtout les causes de la colonisation en ne faisant qu'une allusion aux guerres et au travail forcé. Dans sa version Histoire Cycle 3 (2000), Hatier présente un texte sur le travail forcé dans les Comores, seule anicroche à une vision plutôt plate et bon enfant de la colonisation. La majorité des manuels publiés en 2004 offrent déjà une image plutôt positive de la colonisation, relevant plus, selon une professeure d'histoire, d'« une campagne publicitaire, parfois même d'un véritable bourrage de crâne » que d'une approche objective³. Si la loi du 23 février a profondément choqué certains historiens et enseignants, force est de reconnaître qu'elle ne fait que renforcer un discours scolaire déjà favorable à la colonisation. Bien sûr, les manuels ne sont que des produits marchands volontairement consensuels évitant les sujets délicats⁴. En théorie, l'enseignant peut donc décider librement d'aborder ces questions comme bon lui semble, tant que ces événements problématiques demeurent dans les programmes. Dans les faits, la formation initiale est bien souvent victime de la même occultation des pages sombres de notre histoire nationale⁵. Les enseignants avouent ne pas se sentir suffisamment armés pour traiter de la colonisation et de la décolonisation⁵. Il n'est pas non plus aisé de trouver le temps et le matériel nécessaires pour combler ces lacunes et créer ses propres séances sans pouvoir s'appuyer sur les manuels.

Quand l'État

s'absout

de ses crimes



La loi du 23 février ne manquera pas d'aggraver cette situation en envoyant un signal fort aux maisons d'édition, aux institutions scolaires et aux concepteurs des programmes. Elle demande de dissimuler les horreurs commises par les gouvernements de notre pays et de ne présenter que des aspects positifs de la colonisation, ceux que l'État a brandis comme prétextes à son impérialisme.

L'École retrouvera ainsi le rôle d'agent de promotion du colonialisme qu'on lui avait assigné sous la III^e République. « [L'enseignement] a longtemps imposé aux enfants de métropole une vision idyllique de la colonisation. Ce qui explique que la politique de conquête ait été aussi massivement acceptée et soutenue »⁵. Les « husards noirs de la République » ont été séduits par la tâche d'enracinement du nouveau régime et d'éducation de populations jugées culturellement défavorisées. « Partout la France a apporté le bon ordre et la paix » affirme-t-on dans un manuel de 1923⁶. La « une » du *Petit Journal* de 1911 (ci-après) délivre le même message de propagande impérialiste.

L'État sollicite de nouveau l'École pour justifier ses crimes en revisitant les faits historiques. Falsifier la réalité et nier des massacres, c'est bien la définition du révisionnisme. Car ce sont des centaines de milliers de victimes que l'on tente d'enterrer symboliquement : indigènes tués lors de la conquête militaire de leur territoire, travailleurs sacrifiés dans le cadre d'une exploitation économique, victimes des répressions contre les

aspirations à la liberté des peuples colonisés. Quelques exemples sordides parmi d'autres :

- L'Oubangui-Chari perd 50 % de sa population, 70 % des Canaques de Nouvelle-Calédonie, 90 % des Tahitiens, ou encore 20 % des Algériens meurent lors de la conquête de ces contrées⁷.
- 18 000 travailleurs succombent lors de la construction de la ligne ferroviaire Congo-Océan entre 1921 et 1934. Le travail forcé remplace l'esclavage pendant un siècle dans l'Empire français jusqu'à son abolition en 1946⁸.
- Des émeutes éclatent en Algérie à la suite d'incidents survenus lors de la manifestation du 8 mai 1945 à Sétif : près de 8 000 Algériens périssent contre 102 Européens. Entre le 23 et le 27 novembre 1946, 3 navires bombardent le port d'Haïphong pour rétablir l'autorité française en Indochine : 6 000 civils sont tués⁹. À Madagascar, la répression du soulèvement de mars 1947 fait 89 000 victimes selon l'état-major français¹⁰.

La loi du 23 février exige de taire ces massacres ainsi que les techniques effroyables utilisées par l'État français pour maintenir des peuples sous sa domination : torture en Indochine et en Algérie, « enfumades » de Bugeaud consistant à asphyxier des Algériens réfugiés dans des grottes (plus d'un millier de victimes dans celles du massif du Dhara en juin 1845⁸), insurgés malgaches jetés d'avion ou mitraillés dans des wagons à bestiaux¹⁰, combattants du FLN

(suite page 12)

5 - « Des enseignants dénoncent une attaque contre la neutralité scolaire », *Le Monde*, 11 juin 2005.

6 - E. Savarèse, « Histoires héroïques », *Histoire et Patrimoine* n° 3, 2005.

7 - B. Bruneteau, *Le Siècle des génocides*, Armand Colin, 2004. Exemples cités par M. Maschino, *op. cit.*

8 - J. Morel, *Calendrier des crimes de la France d'outre-mer*, L'Esprit frappeur, 2001 (téléchargeable sur internet en format pdf : <http://perso.wanadoo.fr/jacques.morel67/>).

9 - Y. Benot, *Massacres coloniaux 1944-1950*, La Découverte, 1994.

10 - J. Tronchon, *L'Insurrection malgache de 1947*, Karthala, 1986.



Enseignement de la colonisation : quand l'État s'absout de ses crimes (suite)

(suite de la page 11)

P. Vidal-Naquet, - 11
*Les crimes
de l'armée française,
La Découverte,
2001.*

*Zoos humains : - 12
Au temps
des exhibitions
humaines,
sous la direction
de N. Bancel,
La Découverte.
Voir aussi
P. Blanchard et
G. Boëtsch,
« Bêtes de scène »,
Histoire et
Patrimoine n° 3,
2005.*

([http://www.lhd-toulon.net/
article.php3?id
_article=500](http://www.lhd-toulon.net/article.php3?id_article=500)) ou
([http://
libertaire.free.fr/En
jeuHistoire01.html](http://libertaire.free.fr/EnjeuHistoire01.html)).

Une liste de livres - 14
et de sites
figure dans
Manière de voir
n° 82,
*Le Monde
diplomatique*,
août-septembre
2005,
notamment ([http://
hypo.ge-dip.etat-
ge.ch/www/clio
texte/index.html](http://hypo.ge-dip.etat-ge.ch/www/clio/texte/index.html)) ou
le site de
Jacques Morel.
Voir aussi
le n° spécial
de *L'Histoire*,
octobre 2005.

B. Falaize, - 15
« Enseigner
la Shoah et
la guerre d'Algérie »,
Manière de voir
n° 82,
*Le Monde
diplomatique*,
août-septembre
2005.

« Les ondes - 16
de la mémoire
coloniale »,
L'Humanité,
22 juillet 2005.

blessés achevés au couteau de cuisine¹¹, sans oublier les humiliations infligées aux peuples colonisés dont certains furent traités comme des animaux de cirque¹². Cette loi est donc une véritable abomination qui doit être dénoncée et combattue.

Depuis quelques mois, des historiens et des professeurs d'histoire ont lancé des pétitions¹³. La première, intitulée « *Colonisation : non à l'enseignement d'une histoire officielle* » a été publiée dans *Le Monde* du 25 mars 2005. Une seconde pétition a alors pris le relais : « *Je n'enseignerais pas le bon temps des colonies* », lancée par des professeurs (loicolonies.secondaire@laposte.net ou contrelaloidu2302@yahoo.fr).

La diffusion du contenu de cette loi auprès des historiens, des enseignants, des étudiants et de la population en général doit être menée pour envisager une mobilisation. Mais que cette loi soit maintenue ou abrogée, le problème d'un enseignement de la colonisation sans compromission reste posé. Le scandale qui attire l'attention sur la façon dont est traité le passé colonial de l'État français peut au moins donner l'occasion de mettre un terme à l'« *indulgence nationaliste* » dont il fait l'objet.

Une résistance active des enseignants ou une « *désobéissance civile* » à l'égard des exigences institutionnelles sera alors nécessaire. Le problème des connaissances sur la question sera le premier à surmonter en se plongeant dans des ouvrages tels que *Le livre noir du colonialisme* de M. Ferro et ceux cités, des revues « *schismatiques* » abordant le sujet ou des sites internet qui peuvent même être créés afin de diffuser ces connaissances¹⁴. Il faudra également réfléchir à la manière de transmettre ces savoirs sans compter sur une formation pédagogique et didactique de la part de l'institution scolaire. Une question particulièrement délicate dans les établissements où de nombreux élèves sont originaires d'ex-

pays colonisés¹⁵ si l'on veut éviter de jouer les simples « *agitateurs démagogos* ». Toutefois, si ce sujet est « chaud », c'est qu'il pose des questions et des problèmes qui ne pourront être résolus que si on l'aborde. Enfin, il faudra prendre garde à la réaction de la hiérarchie en faisant front contre toute tentative de sanction ou de censure. En bref, entraide et solidarité sont indispensables pour donner aux enseignants les moyens de sortir du rôle d'agent de propagande.

Ce pitoyable épisode révèle les enjeux que représente l'enseignement historique. Les pages sombres du passé de l'État français le gênent car elles récusent son infaillibilité. L'Histoire a aussi une fâcheuse tendance à éclairer le présent. Le colonialisme rappelle qu'il est impossible d'importer le bien-être dans un autre pays, comme le gouvernement des États-Unis prétend le faire, sans causer de sérieux dégâts. Le passé de « conquistador » de l'État français est un lourd handicap lorsque l'on veut refuser à des personnes, parfois originaires d'ex-colonies, le droit de s'installer en France alors que l'État français a pillé leur pays et s'y est établi par la force et dans le sang. La conscience du préjudice causé et le sentiment d'avoir une dette envers les pays pauvres rend ainsi odieuse la politique d'immigration de Sarkozy. Une bonne raison pour l'État de vouloir ensevelir ce passé. *France Culture*, radio d'État, vient d'ailleurs de mettre un terme à l'émission *Bouge ta tête* animée par l'historien B. Stora, connu pour ses positions critiques à l'égard de la colonisation et de la guerre d'Algérie. Sa dernière émission était consacrée à la loi du 23 février. L'historien conserve tout de même une chronique de 5 minutes contre une heure d'antenne auparavant¹⁶. L'État semble peu enclin à donner la parole à ceux qui pourraient lui nuire.

Syndicat intercorporatif de Châteauroux

Rentrée universitaire : toujours la même galère...



À l'heure de la précarité généralisée, les étudiants ne sont pas épargnés. Cette année encore, la croissance... du coût de la vie étudiante est bien au rendez-vous.

LES FRAIS D'INSCRIPTION continuent leur incessante augmentation, à hauteur d'environ 4 % cette rentrée (depuis 1994, l'augmentation est proche de 50 %). Il faut ajouter à cela que de nombreuses universités instaurent des frais supplémentaires spécifiques (illégaux), ce qui peut alourdir sérieusement la note... C'est là la réponse à un manque cruel de financement de la part de l'État. C'est également le cas des CROUS, qui se voient contraints d'augmenter les loyers des cités-U (entre autres), absorbant ainsi la hausse de l'allocation logement (ce qui d'ailleurs ne compense pas totalement l'augmentation des loyers).

Cette précarité étudiante s'inscrit dans un contexte global de précarisation générale et elle est largement liée à la précarité salariale : d'une part parce que les profs, chercheurs, ainsi que l'ensemble du personnel de l'université, subissent la précarisation de l'emploi (et donc un enseignement d'autant plus difficile à assurer) ; d'autre part, parce qu'étant donné le coût exorbitant et grimpant de la vie étudiante, un grand nombre d'étudiants sont contraints de se salarier pour financer leurs études (généralement des boulots précaires, sous-payés...) ; la majorité des étudiants seront travailleurs précaires un jour ou l'autre.

Et le gouvernement continue inlassablement d'affirmer que les caisses de l'État sont vides, qu'il y a des « trous », que l'argent dit public manque. Ce qui n'empêche en rien ce même gouvernement d'allouer, dans son budget 2006, la modique somme de 37,5 milliards d'euros au ministère de la défense (+ 3,4 % par rapport à 2005), pour la fabrication d'avions de guerre, de sous-marins nucléaires, de missiles, et le recrutement de valeureux guerriers professionnels (pour ceux qui rateraient leurs études dans une éducation nationale délabrée, sachez donc

que le ministère de la guerre recrute, lui...) ; ou encore, sous prétexte, éminemment social, de lutter contre le chômage, de multiplier les cadeaux aux capitalistes, soit sous forme d'exonérations de charges (il fut un temps où l'on disait cotisations sociales...) et autres réductions d'impôts, soit sous forme de subventions en veux-tu en voilà. Ou peut-être que l'État (et les collectivités territoriales) préfère financer en priorité les pôles d'excellence (excellamment rentables économiquement...), voire des campus privés (comme c'est le cas à Caen) et favoriser les bourses au mérite, au détriment des bourses sur critère social. Toujours est-il que dans les hautes sphères dirigeantes, on se fout de nous, c'est une évidence.

Ce n'est pas en allant cogérer la misère dans les institutions dites représentatives (genre conseil d'administration et autres illusions démocratiques) que la situation s'améliorera. Face au mépris du gouvernement (et des gouvernements successifs d'ailleurs), qui contribue à maintenir les inégalités sociales et œuvre au bon fonctionnement de l'économie de marché, seules des luttes radicales et massives parviendront à établir un rapport de force nécessaire. À Rouen, puis à Grenoble, certaines UFR ont montré l'exemple en lançant dès la rentrée un mouvement de grève, et en organisant des AG régulièrement. Rejoignons-les !

Contre l'ampleur des attaques et la généralisation de la précarité, organisons une riposte à la hauteur, une lutte générale !

Autogérons nos luttes : collectifs de lutte autonomes ! Seules la coordination et la convergence des luttes paieront !

*Syndicat intercorporatif de Caen
(texte transmis par le syndicat intercorporatif Paris Nord)*

Enseignement



public :

Lors d'une réunion au lycée Camargue [à Nîmes, NDLR] , en juin dernier, la Direction nous apprenait que le budget prévu par le Rectorat pour chaque établissement scolaire serait désormais « globalisé ». Notre direction soulignait alors l'importance de nous serrer les coudes dans cette situation nouvelle et de vivre ensemble une « solidarité » et une « autonomie financière » obligées.

C E SCHEMA plein « d'avenir » va donc logiquement se retrouver au niveau du conseil d'administration. Comme d'habitude, face aux désirs des uns et des autres, le petit comité « *représentatif* » en question votera la répartition des assiettes. Le bien-fondé de ses critères d'appréciation relèvera d'une « science » toujours aussi opaque : celle des diktats de la concurrence interne et du bon vouloir des personnes influentes dans cette chambre décisionnaire. Une pratique de cogestion pure et simple, qui ne devrait pas bouleverser les pratiques des grandes centrales syndicales. À moins que ceux ou celles qui siègent au CA ne soient plus en mesure de cautionner pareilles entourloupes. Nous verrons bien...

Pour les collègues et les équipes pédagogiques ayant envie de mener un projet qui aille au-delà des programmes scolaires, mais qui n'obtiendront rien, il restera après tout comme hypothèse la possibilité de

faire des heures supplémentaires non payées (mode de Pentecôte) pour aller chercher des partenaires extérieurs, des aides dans le privé, ou encore des intervenants généreux qui se déplaceront à leurs frais pour apporter une ouverture nourricière au projet désiré.

Nous voici donc encore plus amenés, les uns au détriment des autres, à placer nos petites billes afin de gratter quelques sous-sous, ou encore à nous imaginer en VRP de l'enseignement, résignés à colmater vainement et gratuitement la précarisation de la pédagogie publique (celle-ci, rappelons-le, déjà bien rabotée par les réformes actuelles).

Cela resterait après tout dans la logique de la flexibilité que le système capitaliste exige de plus en plus, dans tous les secteurs... On peut en effet imaginer, qu'à plus ou moins court terme, de nouveaux critères soient mis en place pour l'évaluation des enseignants. Cette dernière est bien partie pour prendre

en compte ce surcroît de « *dynamisme* », que les experts de l'argent mettent en relation avec les réalités de notre temps.

À ce propos, un petit parallèle : curieusement, dans certaines disciplines, l'inspection commence à s'intéresser, lors de ses visites, aux activités extérieures que peuvent (que doivent !) mener les enseignants en vue de nourrir leur travail en classe. Ces activités, lorsqu'elles existent (sous quelle forme ?) constituent désormais un moyen d'évaluation, sans faire l'objet d'une once d'explication (en quoi ces activités sont-elles jugées « *intéressantes* » ?).

Avec très peu d'outils et le « *mérite* » comme moyen de « *compensation* » (type d'avancement qui se profile et dont on entend parler depuis un moment), nous sommes donc invités à faire naviguer un bateau qui ressemble de plus en plus à une épave. Depuis des dizaines d'années, le navire aura été torpillé

quousque

tandem



patientia

nostra*... ?

directement ou tacitement par tous les pouvoirs, qu'ils soient gestionnaires, gouvernementaux ou syndicaux, de droite comme de gauche (c'est aussi pour cette raison que la privatisation croissante de l'enseignement va se poursuivre allègrement un peu partout).

L'éducation publique s'emploiera donc, avec ses faibles moyens (à l'exemple, dans les collèges, du socle commun de connaissances... réduites) à « distraire » le moins possible la future main-d'œuvre (corvéable et jetable), dont le capitalisme a besoin. À ce propos, notons que pour les collèges, des interventions de *praticiens de l'entreprise* sont prévues afin de conditionner les jeunes... L'« ouverture pédagogique » à venir est ainsi programmée. Avec *La Marseillaise* rechantée en primaire, voici la messe patronale professée dans le secondaire.

Après la quasi-disparition des TZR (titulaires sur zone de remplacement... système fort critiquable, dont

il ne s'agit pas ici d'être nostalgique), il y a bien sûr le nouveau décret qui veut obliger les profs à remplacer leurs collègues absents (60 heures supplémentaires maxi sur l'année, pas plus de 5 heures par semaine ; principe du volontariat d'abord, désignation ensuite à partir de janvier 2006). On imagine la sainte-culpabilité qui risque de contaminer les collègues si nous nous soumettons à cette obligation... En outre, ces heures de remplacement, qui pourront être prescrites 24 heures à l'avance, transformeront l'enseignement en un réel bricolage (c'est aussi le début de la dépersonnalisation de la pédagogie). Les chefs d'établissement verront alors leur pouvoir augmenter et deviendront de fait des DRH.

Une mesure qui (comme la journée de boulot en plus, dite « de solidarité », pour les personnes âgées), n'a pour optique que d'augmenter le temps de travail, de diminuer son coût (heures payées en dessous des

maximas de salaire) et de diviser les salariés.

Contre cela, certains personnels pourront toujours commencer par répondre au questionnaire du SNEP-SNES/FSU (qui viserait, au prochain CA, à informer par avance la hiérarchie du pourcentage de profs non volontaires et rétifs à ce décret...), mais on ne peut se contenter de cocher une case sur un papier... et de laisser certaines instances décider à notre place.

C'est pourquoi nous encourageons surtout chacun et chacune à ignorer le volontariat et à ne pas répondre à la désignation pour ces remplacements : construisons alors la solidarité dans le refus pur et simple ! Une détermination directe et collective, établie à la base, et seulement à la base, sera toujours une force essentielle pour renverser la vapeur.

Syndicat intercorporatif de Nîmes

* Jusqu'à quand abuseront-ils de notre patience... ?



3 jours ordinaires

Quand des cyclones se succèdent à quelques jours d'intervalle, on se dit que les dérèglements climatiques ont atteint un niveau alarmant. Quand des immeubles insalubres causent la perte de dizaines de personnes, les pouvoirs publics se sentent obligés de faire croire qu'ils vont intervenir. Quand un cas de récurrence défraie la chronique, certains se disent qu'il faut restreindre les libertés individuelles. Mais si l'on s'attarde un peu sur notre quotidien, on s'aperçoit qu'un fléau nous accable constamment, inexorablement et insidieusement : l'exploitation salariale.

La Nouvelle - 1
République du
Centre Ouest,
édition de Tours.

« Entre - 2
2 000 et 4 000
manifestants ont
manifesté à Paris
pour réclamer
justice »,
Le Monde,
15 octobre 2005.

« Au travail, - 3
600 morts par an »,
Libération,
17 février 2005.

« La question - 4
de la preuve
est la plus
grande difficulté
des procédures
de harcèlement
sexuel »,
liberation.fr,
3 octobre 2005.

« Rapports - 5
non protégés »,
Libération,
3 octobre 2005.

CHACQUE JOUR, des êtres, des familles sont opprimés : inquiets pour leur survie, ou condamnés à des conditions d'existence déplorables pour les uns ; contraints à l'obéissance et spoliés des richesses qu'ils produisent pour les autres. Pas un jour ne passe sans que ce système ne dérape et fasse éclater son ignominie. Prenons simplement l'exemple de 3 jours ordinaires en Indre-et-Loire à travers le prisme, pourtant bien édulcoré et anesthésiant, de la presse locale ¹ :

- Le 28 septembre 2005, on apprend que la Cour d'appel d'Orléans a alourdi les peines contre la société Synthron et le directeur du site d'Auzouer-en-Touraine : amende de 150 000 euros pour l'entreprise et 6 mois de prison avec sursis pour le directeur. L'établissement a été condamné pour sa mauvaise gestion de « *produits particulièrement dangereux pour l'environnement ainsi que pour la santé et la sécurité des employés de l'entreprise et des populations locales* ». En clair, l'entreprise préférerait mettre en danger ses salariés, les habitants et l'environnement pour maximiser ses profits en ne se pliant pas aux règles de prévention. Dans une enquête de juin 2002, la DRIRE avait relevé 17 infractions aux obligations de sécurité. La Cour a rappelé 5 accidents survenus (incendie, pollution des eaux de la Brenne...) et les pressions exercées, notamment par les salariés, pour que le directeur respecte les consignes de sécurité relatives au stockage de produits dangereux.

Impossible ne pas faire de lien avec la tragédie d'AZF et ses 31 morts, dont c'était l'anniversaire le 21 septembre. Difficile de ne pas penser aux salariés victimes de l'amiante dont certains ont manifesté le 15 octobre à Paris en dénonçant les 3 000 décès par an liés à l'utilisation d'un matériel dangereux pour les travailleurs ². Comment ne pas

songer aux 600 travailleurs qui périssent chaque année dans leur labeur ³. Cette course folle au profit ne met pas en péril que la vie des salariés : la mort du petit Bilal, tombé dans une cage d'ascenseur, résulte d'une erreur d'un technicien dont le tribunal a reconnu l'absence de formation. Il est bien moins onéreux de recruter des sous-traitants ou des intérimaires sans formation ; une technique utilisée également dans... les centrales nucléaires !

- Le 30 septembre, c'est la condamnation à 13 ans de prison d'un éleveur canin pour harcèlement, agressions et viols sur mineures à l'encontre de 7 anciennes apprenties entre 1990 et 1999, date d'un dépôt de plainte.

Les pressions exercées par des supérieurs hiérarchiques vont parfois jusqu'au harcèlement sexuel et au viol. Les statistiques sur ce problème sont rares en France : selon une étude de la Commission européenne de 1998, entre 30 et 50 % des femmes en auraient subi. Tout comme le viol en général, beaucoup de victimes éprouvent des difficultés à témoigner ou à porter plainte (environ 50 procès ont lieu chaque année dans notre pays) ⁴. Propos grivois et actes déplacés sont parfois considérés comme de simples pratiques maladroites de séduction, des pervers finissent même par remporter des procès pour dénonciation calomnieuse si les preuves s'avèrent trop faibles, les peines sont souvent modestes, les inspecteurs du travail mal formés... Trop de facteurs poussent à se taire ⁵. Cette forme abjecte de violence est condamnée depuis 1992, au-delà des supérieurs hiérarchiques en 2002, mais la France n'a pas transposé une directive européenne du 23 septembre 2002.

Des pratiques courantes, traumatisantes et condamnables. Le cas d'une secrétaire de mairie du Pêchereau (36) a été signalé dans le précédent numéro du *Chat noir déchaîné* [supplément

dans une société capitaliste



Amiante : État et employeurs coupables

EN 1977, l'amiante est reconnue cancérigène, mais ce n'est qu'en 1997 que ce matériau est interdit. Un rapport remis le 26 octobre par une commission du Sénat souligne « *l'indifférence inexplicable de l'ensemble des acteurs, employeurs et pouvoirs publics* » devant « *une menace connue de longue date* », puisque dès 1906 un lien est établi entre maladies professionnelles et fibres d'amiante.

Dangereux, certes, mais très rentable, ce matériau a continué d'être utilisé pendant près d'un siècle, au mépris de la vie des travailleurs. Le bilan est éloquent : 35 000 morts de 1965 à 1995 et 100 000 décès « attendus » d'ici 2025. Une négligence meurtrière qui aurait été provoquée par l'action d'un lobby de l'amiante, le CPA, regroupant des industriels, des scientifiques ou encore des représentants des ministères.

En bref, patrons et État ont été trompés par un lobby sournois composé de... patrons et représentants de l'État ! Dirigeants politiques et économiques essaient simplement de minimiser leur responsabilité. Ces dizaines de milliers de victimes ont été sacrifiées pour leur assurer des bénéfices juteux. C'est donc bien le capitalisme, géré par l'État et le patronat, qui est coupable.

Logique de profit, logique de mort !

« Amiante : l'État et les industriels accusés », *Libération*, 27 octobre 2005.

« Pour les sénateurs, l'État a trop longtemps nié le danger de l'amiante », *Le Monde*, 27 octobre 2005.

régional Centre du *Combat syndicaliste*], depuis elle a été réintégrée. Un autre témoignage à la mairie de Blagnac a été dénoncé par la CNT-AIT Toulouse⁶. Mais des pratiques banales⁷ et impunies qui traduisent une trop grande complaisance de notre société envers les pressions exercées contre les femmes et les travailleurs dans leur ensemble. Les hiérarchies sociales alimenteront toujours des abus de pouvoir des dominants contre des subalternes trop souvent voués à l'asservissement. Pression et harcèlement sont même présents dans des manuels de management !⁸

- Le 1^{er} octobre 2005, on apprend que l'entreprise métallurgique APM (ex-Valfond) est condamnée à verser des dommages et intérêts à 62 salariés abusivement licenciés durant l'été 2003. Les patrons ont coutume de considérer leurs salariés comme de simples outils dont on use et abuse à sa guise. La législation évolue dans un sens favorable à l'écrasement des travailleurs : le droit de licencier sans contrainte introduit par le *contrat nouvelles embauches* en est l'un des exemples les plus récents.

Pour les patrons, les salariés ne sont que des pions qu'on peut sacrifier, des données statistiques, des variables d'ajustement pour optimiser les profits... Un autre témoignage de mépris à l'encontre des travailleurs s'est malheureusement produit dans l'Indre ce même mois. Beaulieu International Group a annoncé la fermeture de Berry Tapis (Buzançais) et Berry Tuft (Châteauroux), donc la suppression de 320 emplois, sans qu'aucune information concernant le sort de ces derniers ne soit communiquée. À ce jour, la situation reste inchangée et les salariés ont décidé de protester en organisant une manifestation le samedi 19 novembre.

Dans une société capitaliste on se sépare des travailleurs aussi aisément qu'on se débarrasse d'une paire de chaussettes démodées. Tant pis pour vous si votre patron trouve des salariés encore plus exploités et moins chers.

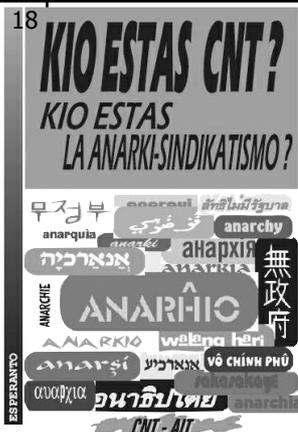
Pressurés, exploités, opprimés, agressés... Voilà le quotidien des salariés. Un quotidien injuste pour combien de temps encore ?

Syndicat intercorporatif de Châteauroux

6 - (http://cnt-ait.info/article.php3?id_article=516) et (http://cnt-ait.info/article.php3?id_article=580).

7 - Témoignages sur <http://www.avft.org> « La galère d'une cadre privée de statut clair », *L'Humanité*, 5 août 2005 (<http://www.humanite.fr/journal/2005-08-05/2005-08-05-811507>), « Harcelée jusqu'aux coups », *Libération*, 3 octobre 2005 (<http://www.liberation.fr/page.php?Article=328091>).

8 - « Les harcelés du travail », *Le Monde*, 26 avril 2005.



La CNT-AIT

et

l'esperanto

LE PRÉCÉDENT NUMÉRO du *Combat syndicaliste* (octobre-novembre 2005) indiquait que l'AIT avait voté une résolution en faveur de l'esperanto. Le rédacteur de l'article regrettait seulement que cette résolution n'ait pas été plus mise en pratique. Je me permets de signaler toutefois aux lectrices et lecteurs du *Combat Syndicaliste* que le Syndicat intercorporatif de Toulouse a réuni dans une brochure des textes originaux en esperanto de présentation de l'anarchisme, de l'anarcho-syndicalisme et de la CNT-AIT sous le titre *Kio estas CNT ? Kio estas la anarki-sindikatismo ?*. Pour ceux qui disposent d'internet, elle est intégralement téléchargeable sur le site de perspective libertaire <http://perspectivlibertaire.free.fr/> ou bien sur demande au syndicat intercorporatif de Toulouse (CNT-AIT - 7 rue St-Rémésy - 31 000 Toulouse). Un de leurs sympathisants a aussi traduit pour la première fois en esperanto *Kial mi ne estas Kristano* (Pourquoi je ne suis pas chrétien) de Bertrand Russel, disponible sur le net ou par demande à contact@cnt-ait.info. Enfin les compagnons du Syndicat intercorporatif Paris Nord animent un site internet (<http://cnt-ait.info>) sur lequel on trouve des textes dans pas moins de 24 (vingt-quatre) langues dont l'esperanto ! Il s'agit certainement du site d'organisation anarchiste avec le plus de textes en esperanto (si ce n'est presque le seul...). Les contributions de traducteurs au site sont d'ailleurs les bienvenues, et notamment en esperanto.

*Un lecteur polyglotte du
Syndicat intercorporatif Paris Nord*

Du XVI^e FMJE ¹

Où l'on expose le stratagème des méga-cérémonies internationales par lesquelles le régime chaviste prétend acquérir une légitimité révolutionnaire à coups de pétrodollars et de verbiage.

En août dernier a eu lieu à Caracas un événement suggéré de toute évidence par les conseillers cubains de l'appareil de propagande officielle : le XVI^e FMJE. Exhumée en 1997 par le gouvernement castriste, sans le soutien économique et politique de l'ex-Union soviétique, cette manifestation a vu apparaître de nouveaux sponsors : les dirigeants militaires d'Algérie en 2001 couvrant le génocide perpétré contre l'ethnie berbère et l'insurrection islamique ; puis « le héros du Musée historico-militaire », que le gouvernement financia pour un coût officiel et approuvé par l'obéissante Assemblée nationale de l'équivalent de 84 millions de \$ (plutôt 90 millions de \$).

L'enthousiasme qui a caractérisé le XVI^e FMJE pourrait sembler impensable à notre époque. En plus du pathétique spectacle donné par la délégation nord-coréenne portant en procession les icônes sacrées de Kim Il Sung et de son héritier le dernier Empereur, la plupart des assistants a participé sans mot dire à des cérémonials d'exaltation du gouvernement créole et de son chef (et aussi, dans une moindre mesure, de Castro et de sa dictature). Cette participation, certainement obligée pour beaucoup de « compatriotes » et pour une bonne partie des visiteurs compensant ainsi les dépenses et cadeaux dispensés par l'État amphitryon, a été évitée avec grand plaisir par certains (pour du shopping et du tourisme), tandis que d'autres ont pu se confronter à une réalité qui dément âprement l'image internationale promue par la révolution socialiste auto-proclamée du XXI^e siècle.

Outre la glorification personnaliste du chef, la lourde esthétisme et la symbolique de mauvais goût de la révolution bolivarienne, ont dominé, comme le contenu idéologique de l'événement. L'« anti-impérialisme » tant rebattu s'est limité à insister sur la méchanceté de Bush et de ses proches acolytes, [...] sans entrer dans les détails pour ne pas avoir à donner plus d'explications sur les compromis évidents du gouvernement chaviste avec des multinationales (Chevron ou Conoco-Phillips) et des programmes impérialistes (Plan Puebla-Parana). [...] De longues séances du FMJE ont été consacrées au militarisme, avec de véritables prouesses verbales présentant les gouvernements pro-yankees comme des militaristes répressifs, sans que cela semble une accusation de régimes tels ceux d'Algérie, de Corée du Nord, de Cuba ou du Venezuela. [...] Ce débat « anti-militariste » s'est tenu à Fuerte Tiuna, installation militaire de Caracas, où des hôtes étrangers ont dû se soumettre pendant leur séjour aux délices de la discipline de caserne. Chauvinisme également, avec l'obligation dès le 1^{er} jour pour les participants de marcher derrière leur drapeau national respectif face à la



au VI^e FSM² : la java de Chavez au Venezuela

tribune du commandant de Sabaneta, ce que certains ont trouvé intolérable et ont fui. Pendant les sessions, le bla-bla-patriotique, qui a alimenté autant le discours anti-gringo que les louanges aux États, armées et autres institutions oppressives, tendait plus ou moins vaguement à soutenir que « la nation » (identifiée comme la structure étatique) serait la base fondamentale du socialisme du nouveau millénaire (serait-ce alors le national-socialisme ?). [...]

La foire du mois d'août a tout l'air d'être [...] un banc d'essai pour la manifestation de promotion internationale du gouvernement vénézuélien : le VI^e FSM – Amériques à Caracas, du 25 au 29 janvier 2006. En termes sociopolitiques, cet événement pourrait représenter beaucoup plus que les FMJE : il rassemble au moins une majorité des mouvements sociaux luttant aujourd'hui contre le néo-libéralisme et sa pensée unique, proposant des alternatives de participation et d'action collective. Les FSM ont débuté à Porto Alegre au Brésil en 2001 en opposition aux Forums économiques mondiaux convoqués par les pouvoirs politiques chaque année depuis Davos en Suisse, en 1971. Dans le but d'étendre leur capacité d'appel, les sessions annuelles du FSM seront « polycentriques » à partir de 2006, avec pour sièges Caracas, Bamako (Mali, Afrique) et le Pakistan.

Depuis le début, malgré l'image d'envergure, de dynamisme et d'originalité impulsée avec un certain succès par les promoteurs du FSM, plusieurs voix se sont élevées pour montrer les risques éventuels et les hypothèques dissimulées pour les nouveaux mouvements de lutte sociale. [...] Nous renvoyons à divers documents accessibles par internet : « Extraños amigos del FSM de Porto Alegre » [Étranges amis du FSM de Porto Alegre] de B. Busaniche, « Lo pequeño es bello » [Ce qui est petit est beau] de N. Klein, et « El Foro rebén y la trepanación de las ONG » [Le Forum otage et la trépanation des ONG] de www.lavaca.org. [...]

Les stratèges propagandistes de Chavez [...] ont fait agir toutes leurs influences politiques et de Solidarité (PT brésilien...). Les préparatifs précipités du VI^e FSM promettent de laisser loin derrière le XVI^e FMJE (à peine quelque 15 000 assistants), alors qu'ici les chiffres dépasseraient les 100 000 ; ce qui implique des coûts supérieurs à 250 millions de \$ (une aubaine pour un État avec des réserves d'environ 30 milliards de \$!).

Certains trouveront peut-être [notre ton] trop mordant et méfiant, mais le « mouvement de mouvements » est malgré tout conscient et actif par rapport aux défis qu'il doit surmonter, ce qui est montré par le document (accessible aussi sur internet) « Hacia el FSM Caracas enero 2006 – La dimensión de nuestra responsabilidad » [Vers le FSM Caracas janvier 2006 – La dimension de

notre responsabilité], d'E. Lander, un des principaux organisateurs de l'événement. [...] Le seul autre texte proposant une réflexion un peu approfondie est : « Hacia el II FSA³ y el VI FSM policéntrico » [Vers le II^e FSA et le VI^e FSM polycentrique], d'I. León, confirmant les paroles accablantes de Naomi Klein : « Pour certains la mainmise du Forum social mondial par les partis politiques et les puissants est la preuve que les mouvements contre la globalisation patronale sont en train de mûrir finalement et de devenir « responsables ». Mais, au milieu du cimetière des projets politiques de gauche disparus, est-ce être vraiment mûr que de croire que le changement viendra en déposant ton bulletin de vote pour le dernier leader charismatique, pour ensuite croiser les doigts et attendre un mieux ? Un peu de sérieux, s'il te plaît ! » .

Dans un appel, les promoteurs d'un FSA à Caracas déclarent être un « ensemble d'activistes sociaux, d'artistes, de professionnels, de travailleurs, d'intellectuels de gauche et de personnes convaincues de la nécessité d'un changement et promouvant la liberté et la justice sociale ». Ils veulent « un espace sans volonté d'homogénéisation ni rationalité électoraliste, qui équivaut dans sa pratique et ses discussions à une réponse à l'autoritarisme, à l'impérialisme, au capitalisme, à la globalisation économiste, au clientélisme bureaucratique, au militarisme, au machisme, à la destruction de l'environnement, à l'exclusion et à la discrimination, qui nous oppriment dans notre vie quotidienne. » N'acceptant aucun don d'organismes d'État ou d'entreprises privées, le FSA aura pour ressources les apports de ses membres [individus, initiatives ou collectifs sociaux et culturels], ou de fondations ou institutions académiques, à condition qu'elles ne nuisent pas à son autonomie. [...] L'impulsion d'un FSA est une réponse aux exclusions de tous bords, à l'infantilisation de la pensée et à l'imposition de la rationalité électoraliste aux initiatives populaires et citoyennes. C'est pourquoi le FSA naît, non pour rivaliser avec le FSM, mais pour ouvrir une dynamique pour le débat des et pour les mouvements sociaux locaux qui, d'après nous, n'existe pas à l'heure actuelle.

D'après *El Libertario* n° 44, sept-oct. 2005,

CRA-AIT Venezuela

[www.nodo50.org/ellibertario - ellibertario@nodo50.org]

et [www.fsa.contrapoder.org.ve]

(Traduction Jacquie, Syndicat intercorporatif de l'Hérault)

1 - Festival mondial de la jeunesse et des étudiants.

2 - Forum social mondial.

3 - Forum social alternatif.

LA LUCHA NO ES POLITICA NI ESTATAL



CONTRA LA EXPLOTACION
PATRONAL Y LA
COLABORACION
SINDICAL



fora_cf@yahoo.com.ar